

Unité bi-départementale Eure Orne  
1, avenue du Maréchal Foch  
27000 Evreux

Evreux, le 21/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MANOIR PITRES**

Usine du Manoir  
12 rue des Ardennes  
27590 Pîtres

Références :  
Code AIOT : 0005800545

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2023 dans l'établissement MANOIR PITRES implanté 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pîtres. L'inspection a été annoncée le 21/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme de contrôle opéré par l'inspection des installations classées, une visite d'inspection du site exploité par la société Manoir Pîtres était planifiée le vendredi 7 avril 2023.

Manoir Pîtres a fait l'objet d'arrêtés de mise en demeure, consignations et astreintes portant sur la mise en conformité des rejets atmosphériques. La mise en conformité des 6 émissaires hors normes a été réalisée en 2020/2021.

Suite aux travaux de mise en conformité, une campagne de mesures des retombées atmosphériques a été effectuée par Atmo Normandie (association agréée de surveillance de la qualité de l'air en Normandie) et a montré une disparition des anomalies constatées précédemment. Cela a confirmé l'efficacité des dispositifs de traitement des rejets atmosphériques installés.

Une seconde campagne de mesures des retombées atmosphériques (du 21/06/2022 au 18/08/2022) a montré des émissions de Chrome et Nickel au dessus du percentile régionale au niveau de l'enceinte du site.

Compte tenu des enjeux et du contexte, l'inspection a choisi d'orienter cette visite sur le contrôle des rejets atmosphériques et la mise à jour de l'étude de dangers.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANOIR PITRES
- 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pîtres
- Code AIOT : 0005800545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Manoir Pîtres est une fonderie spécialisée dans la métallurgie des aciers inoxydables avec deux technologies : moulage statique au sable et réalisation par centri-fugation de tubes d'acier à hautes performances. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à "autorisation" au titre des rubriques 1450, 1716, 2545, 2551, 2560, 3240 (IED) à "enregistrement" au titre des rubriques 2515, 2560, 2565, 2760 et à "déclaration" pour d'autres rubriques.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le contrôle des rejets atmosphériques,
- l'étude de dangers.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, articles 3.2.3.1, 3.2.4, 9.2.1.1 et annexe 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
5	Rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, articles 3.2.3.2, 3.2.4, 9.2.1.2, annexe 4 et plan R016-13	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
6	Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.1.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
11	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 7.6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Maintenance des dépoussiéreurs	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.1.1 et annexe 4. Article 1 de l'AP MED du 2 août 2017	/	Sans objet
2	Captation des fours à arc et convertisseur AOD	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.2, art. 1 de l'AP du 02/08/2017 et art. 1 de l'AP du 17/12/2018	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Opacimètre	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.2	/	Sans objet
7	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.71	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Etude des effets sanitaires	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.6	/	Sans objet
9	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 1.7.2 et 7.4.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate **quatre non-conformités réglementaires** :

- le dernier contrôle des installations de combustion a été réalisé en 2017 et date de plus de trois ans. L'exploitant programme le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023,
- le dernier contrôle des rejets canalisés selon un plan d'autosurveillance a été réalisé en 2017. Suite à des mises en conformité, le contrôle des émissaires référencés 33, 5 + 14, 15, 16 et 12 a été réalisé en 2020 et 2021. Cependant, les contrôles annuels selon un planning ne sont plus réalisés. L'exploitant programme le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023,
- le dernier planning de contrôle des postes d'émissions diffuses s'arrête au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Un échéancier des mesures à réaliser ou des actions correctives à envisager n'est pas défini. L'exploitant programme le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023. L'exploitant a initié un projet visant à capter à la source les émissions diffuses liées aux ateliers de "passage à la source". L'étude technico-économique de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles pour capter et traiter, si nécessaire, en vue d'atteindre les niveaux d'émissions indiqués, les émissions gazeuses diffuses issues des ateliers MMP, B61 et A22 n'est pas réalisée,
- l'exploitant n'a pas connaissance des capacités en eau d'extinction. Une campagne de mesurage est en cours. L'exploitant programme une étude sur les capacités en eau laquelle sera disponible fin 2023 et permettra de budgéter les travaux à réaliser sur 2024.

L'inspection constate **quatre faits susceptibles de suites administratives** :

- le défaut de maintenance des dépoussiéreurs associés à la cheminée 1' a conduit à des rejets anormaux en Chrome et Nickel au niveau de l'enceinte de Manoir Pîtres en 2022. Depuis, l'exploitant a réalisé des travaux de maintenance et initié un plan de maintenance préventive,
- un plan d'amélioration de la captation des fours à arc M, X et convertisseur AOD a été initié 2022. Un plan d'amélioration prévisionnel se poursuivra au cours des années à venir (2023-2027),
- l'opacimètre de la cheminée 1' n'est pas opérationnel. Les mesures ne sont pas enregistrées. L'exploitant programme la remise en service de l'opacimètre fin mai 2023,
- le plan de gestion de solvants est actualisé et disponible.

L'inspection émet **deux observations** :

- au regard des conclusions de la précédente évaluation des risques sanitaires (ERS) montrant le respect des seuils sanitaires avec une marge assez faible et des travaux de mise en conformité réalisés, l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser l'ERS **au cours de l'année 2024**,
- au regard de l'avis du SDIS 27 et de la mise en place d'un plan de gestion des situations d'urgence (PGSU) tenant compte des derniers incidents, présentant de nouveaux scénarios et constituant une donnée d'entrée de l'étude de dangers, l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser l'étude de dangers (comprenant les scénarios, les conclusions, les mesures de maîtrise des risques envisagées, le registre de maintenance et de vérification ...) **pour le début de l'année 2024**.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Maintenance des dépoussiéreurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.1.1 et annexe 4. Article 1 de l'AP MED du 2 août 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance des dépoussiéreurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 3.1.1. Dispositions générales</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction et à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Le brûlage à l'air libre est interdit.  <b>Annexe 4</b> Liste de conduits canalisés (localisés sur le plan R016) et planning des contrôles des rejets atmosphériques Lors des contrôles sur les rejets de la cheminées 1, l'organisme contrôlera séparément l'efficacité du dépoussiéreur du convertisseur AOD et du dépoussiéreur des fours à arc électriques afin de vérifier l'efficacité des deux systèmes de traitement. ... Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).  <b>Article 1 de l'AP MED du 2 août 2017</b> ... la société MANOIR PÎTRES prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir que les émissions de chrome (et composés associés) ne soient pas à l'origine d'un risque inacceptable par inhalation identifié dans son évaluation des risques sanitaires, telles que réduction à la source, traitement des rejets ou tout autre moyen d'action. Les moyens et travaux engagés seront décrits et communiqués à l'inspection dans un délai de 6 mois.
<b>Constats :</b> La présentation par Atmo Normandie de la synthèse des retombées atmosphériques en métaux et dioxines/furanes du 21/06/22 au 08/03/22 au niveau de l'enceinte de Manoir Pitres a montré des émissions de : <ul style="list-style-type: none"><li>• Chrome : <b>52,4 µg/m2/jour</b> au-dessus du percentile 95 régional (71 µg/m2/jour),</li><li>• Nickel : <b>71,8 µg/m2/jour</b> au-dessus du percentile 95 régional (22,9 µg/m2/jour).</li></ul> L'exploitant informe oralement : <ul style="list-style-type: none"><li>• les manches des dépoussiéreurs associés à la cheminée 1' (four X + four M + convertisseur AOD + ébarbage) étaient en fin de vie avant les arrêts de l'été 2022,</li></ul>

- les filtres à manche ont été changés au cours de l'été 2022. Des factures permettent de justifier ces changements,
- un montant de 150 k€ a été engagé, au cours de l'année 2022, dans la réfection des dépoussiéreurs associés,
- il n'existe pas de rapport de contrôle des filtres à manche par un prestataire externe,
- le taux d'usure, qui permettrait d'anticiper le remplacement avant percement, n'est pas connu,
- les procédures en cas de défaillance (arrêt ou réduction de la production) ne sont pas définies,
- Manoir Pîtres ne dispose pas de filtre d'avance,
- cependant, l'activité, le bruit des dépoussiéreurs, le remplissage des sacs, les résultats de l'opacimètre de la cheminée 1', le contrôle visuel et l'expérience sont autant de paramètres qui doivent permettre d'anticiper les opérations de maintenance. Un plan de maintenance préventive de tous les dépoussiéreurs est en cours de rédaction. Il sera disponible à compter de fin mai 2023.

**-> Le défaut de maintenance des dépoussiéreurs associés à la cheminée 1' a conduit à des rejets anormaux en Chrome et Nickel au niveau de l'enceinte de Manoir Pîtres en 2022. Depuis, l'exploitant a réalisé des travaux de maintenance et initié un plan de maintenance préventive.**

**-> L'inspection demande à l'exploitant, sous 30 jours maximum, de compléter ses déclarations :**

- justifier du changement des filtres à manche et de la réfection des dépoussiéreurs (factures 2022),
- définir les procédures en cas de défaillance des dépoussiéreurs (réduction ou arrêt des installations),
- communiquer le plan de maintenance préventive,
- maintenir préventivement les dépoussiéreurs,
- être en mesure de justifier du contrôle des dépoussiéreurs dans le cadre du plan de maintenance préventive (rapport de contrôle).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.2, art. 1 de l'AP du 02/08/2017 et art. 1 de l'AP du 17/12/2018
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captation des fours à arc et convertisseur AOD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Extrait de l'article 3.2.2. Dispositions particulières</b></p> <p>Les deux fours de fusion à arc électriques et le convertisseur AOD de l'atelier fonderie statique sont équipés de hottes capables de collecter la totalité des gaz émis lors de opérations de fusion et d'affinage de l'acier afin de les traiter.</p> <p>Les captations sont suffisamment enveloppantes sur les 2 fours pour assurer la collecte de la totalité des gaz chauds et des poussières, en particulier au début de la fusion lors des émissions importantes.</p> <p>Ces captations sont conçues en matériaux résistants à l'action des gaz chauds et entretenues en bon état de fonctionnement.</p> <p><b>Extrait de l'article 1 de l'AP MED du 2 août 2017</b></p> <p>"les captations sur les deux fours à arc sont améliorées afin de collecter la totalité des gaz chauds et des poussières émis : les travaux à réaliser font l'objet d'une proposition chiffrée décrivant les solutions techniques à mettre en œuvre dans un délai de 9 mois"</p> <p><b>Article 1 de l'AP MED du 17 décembre 2018</b></p> <p>La société MANOIR PITRES ... est mise en demeure de remettre à Monsieur le Préfet de l'Eure pour le 31 décembre 2019 une étude de mise en conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 3.2.2, de son arrêté préfectoral d'autorisation du 6 janvier 2011 en ce qui concerne la captation des poussières et gaz émis par le convertisseur AOD</p> <p><b>Article 1 de l'AP de consignation du 17 décembre 2018</b></p> <p>La procédure de consignation prévue à L.171-8 du Code de l'Environnement est engagée à l'encontre de la société MANOIR PÎTRES sise 12, rue des Ardennes à Pîtres pour un montant de 249 000 euros (deux cent quarante neuf mille euros) répondant au coût des travaux et études nécessaires afin de se conformer aux dispositions prévues par l'arrêté de mise en demeure du 02 août 2017 comprenant le respect des valeurs limites d'émission pour les émissaires référencés 33, 5, 14, 15, 16, 12 et la réalisation d'une étude sur la mise en oeuvre d'une captation efficace des rejets atmosphériques du four à induction repéré X.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Une étude technique portant sur les possibilités de diminution importantes des fumées dans l'atelier fusion, prescrite par arrêté préfectoral, a été réalisée.</p> <p>L'exploitant informe oralement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un plan d'amélioration de la captation des fours à arc M, X et convertisseur AOD a été effectivement initié en 2022. Il s'appuie sur des études complémentaires. Un montant de 150 k€ a été engagé, notamment dans la réfection des dépoussiéreurs associés à la cheminée 1' (four M/four X/convertisseur AOD/ébarbage),</li> <li>une action de formation des opérateurs a été réalisée au cours de l'année 2022. Les connaissances techniques transmises ont un impact sur les rejets atmosphériques,</li> <li>une intervention visant à séparer les flux et améliorer l'aspiration en limitant les pertes de charge est validée pour l'été 2023. Le montant engagé est de 35 k€,</li> <li>le plan d'amélioration se poursuivra au cours des années à venir (2023-2027). Il contient une liste d'opérations et les montants prévisionnels associés. Les investissements sont conséquents. Les choix sont conditionnés par les résultats du chiffre d'affaire et la perspective d'un nouveau projet (atelier poudres) qui impactera les choix techniques. Il est retenu pour principe de séparer les flux associés à la cheminée 1'.</li> </ul>



-> Un plan d'amélioration de la captation des fours à arc M, X et convertisseur AOD a été initié 2022. Un plan d'amélioration prévisionnel se poursuivra au cours des années à venir (2023-2027).

-> Afin de procéder à la déconsignation du montant de 30 000€ retenu en attendant la réalisation d'une étude sur la mise en oeuvre d'une captation efficace des rejets atmosphériques du four à induction repéré X, l'inspection demande à l'exploitant, sous 30 jours maximum, de compléter ses déclarations :

- communiquer les études à l'origine du plan d'amélioration de la captation des fours à arc et convertisseur AOD,
- communiquer un descriptif des interventions réalisées au cours de l'été 2022 dans le cadre du plan d'amélioration,
- justifier du montant engagé en 2022 (150 k€ - factures 2022),
- communiquer le plan prévisionnel d'amélioration de la captation des fours à arc et convertisseur AOD (2023-2027).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Opacimètre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opacimètre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Extrait de l'article 3.2.2. Dispositions particulières</b></p> <p>"La teneur en poussières des rejets de ces installations via la cheminée 1' (définie à l'article 3.2.3.2) est évaluée en permanence avec un enregistrement des teneurs en poussières, à l'aide d'un opacimètre par exemple. Ce dispositif de mesure doit être installé sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les enregistrements des résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cet équipement est régulièrement entretenu et étalonné en particulier suite à la réalisation des contrôles par un organisme agréé."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe oralement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'opacimètre de la cheminée 1' n'est plus opérationnel depuis l'été 2022. Il a été envoyé en maintenance, puis remonté en janvier 2023, mais mal remonté. La calibration de l'opacimètre interviendra fin avril 2023. Il devrait être opérationnel vers la fin mai 2023,</li> <li>• le process de suivi de l'opacimètre sera cadré pour la fin mai 2023. La maintenance préventive annuelle sera inscrite le plan de vérification générale périodique (VGP),</li> <li>• les mesures de l'opacimètre n'étaient jusqu'à présent pas enregistrées. Un registre est élaboré. Il sera renseigné dès la mise en service opérationnelle prévue fin mai 2023,</li> <li>• le contrôle des rejets atmosphériques de la cheminée 1' sera réalisé en septembre 2023, à l'issue des travaux prévus à l'été 2023. Les résultats des mesures de l'opacimètre seront corroborés aux résultats du contrôle des rejets atmosphériques. Cela permettra, en cas de besoin, de procéder à une calibration de l'opacimètre.</li> </ul> <p>-&gt; L'opacimètre de la cheminée 1' n'est pas opérationnel. Les mesures ne sont pas enregistrées. L'exploitant programme la remise en service de l'opacimètre fin mai 2023.</p> <p>-&gt; L'inspection demande à l'exploitant, <u>sous 30 jours maximum</u>, de compléter ses déclarations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• remettre en service l'opacimètre de la cheminée 1',</li> <li>• justifier de son étalonnage et de sa calibration,</li> <li>• enregistrer les mesures.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, articles 3.2.3.1, 3.2.4, 9.2.1.1 et annexe 3

Thème(s) : Risques chroniques, Installations de combustion

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3.1 Installations de combustion

La liste des émissaires canalisés reliés aux installations de combustion ainsi que leur caractéristiques figurent en annexe 3 et sont localisés sur le plan référencé Pm021.

Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

- à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.

Article 3.2.4.1 Installations de combustion

Concentrations instantanées en mg/Nm3 / Cheminée n°1 à 11

Concentration en O2 ou CO2 de référence / 3%

Poussières / 5 mg/Nm3

SO2 / 35 mg /Nm3

NOx en équivalent NO2 / 100 mg/Nm3

Article 9.2.1.1. Mesure périodique pour les installations de combustion visées à l'article 3.2.3.1

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.

A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées. La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Annexe 3 : Installations de combustion soumises à déclaration sous la rubrique 2910

N° de cheminée des installations de combustion

Installation raccordée

Hauteur en m

Débit nominal en Nm3/h

Puissance nominale en combustible

Cheminée ou conduit équipé selon les normes en vigueur

Polluants émis

1

Chaudière gaz atelier usinage

9,8

2 500

1040 kw

oui

CO2, NOx, SO2

2

Chaudière gaz atelier finition nucléaire

8,65

2 300

940 kW

oui

3

Chaudière au gaz – restaurant

13,3

127 kW

oui

4

Chaudière au gaz – restaurant

140 kW

oui

5

Chaudière au gaz – restaurant

200 kW

oui

6

Vestiaire ébarbage

6,5

70 kW

oui

7

Bureaux tubes 11

400

160 kW

oui

8

Parachèvement tubes (aérothermes)

8,1

500

360 kW

oui

9

Accélérateur linéaire

5,9

550

220 kW

oui

10

Bureaux techniques

11

210 kW

oui

11

Bureaux techniques

11

280 kW

oui

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions

normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
Valeurs limites pour les installations de combustion d'après arrêté ministériel du 25/07/1997 (rubrique 2910)
Concentrations instantanées en mg/Nm3 Cheminée n°1 à 11
Concentration en O2 ou CO2 de référence 3 %
Poussières 5 mg/Nm3
SO2 35 mg/Nm3
NOX en équivalent NO2 100 mg/Nm3
Autosurveillance à mettre en œuvre : mesure tous les 3 ans du débit, des teneurs en O2, oxydes d'azote (cas d'utilisation de gaz comme combustible exclusivement)
<b>Constats :</b> L'exploitant informe oralement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le dernier contrôle des installations de combustion a été réalisé en 2017,</li> <li>• l'établissement a été placé en situation de redressement judiciaire. Cela a eu pour effet de mettre en pause le plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques,</li> <li>• un nouveau plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques est en cours d'élaboration,</li> <li>• le contrôle des installations de combustion est programmé en septembre 2023.</li> </ul> <p>→ Le dernier contrôle des installations de combustion a été réalisé en 2017 et date de plus de trois ans. L'exploitant programme le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023.</p> <p>→ L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 5 mois maximum</u>, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• communiquer le nouveau plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques,</li> <li>• contrôler les rejets atmosphériques des installations de combustion,</li> <li>• communiquer les rapports de mesures associés.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, articles 3.2.3.2, 3.2.4, 9.2.1.2, annexe 4 et plan R016-13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets canalisés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 3.2.3.2 Autres installations</b> Les autres installations dont les émissions sont collectées via des conduits et/ou des cheminées sont décrites en annexe 4. Ces émissaires sont localisés sur le plan nommé R016.  <b>Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.  <b>Article 3.2.4.2. Autres installations</b> ... <b>Article 9.2.1.2 Autosurveillance des rejets atmosphériques pour les installations définies à l'article 3.2.3.2</b>  <b>Article 9.2.1.2.1 Contrôle régulier</b> Le bon fonctionnement des installations de traitement des rejets atmosphériques des émissaires suivants doit fait l'objet d'un contrôle effectué par un opérateur qualifié :  Nom de l'émissaire défini à l'article 3.2.3.2 / Fréquence du contrôle Cheminées n°1' à 7' / Journalier Tous les émissaires équipés d'une installation de traitement / Hebdomadaire  Les observations sur le fonctionnement de l'installation et les dispositions prises pour améliorer, en cas de dysfonctionnement, sont consignées dans un cahier d'entretien où figureront également les opérations effectuées lors de l'entretien périodique annuel. Ce document est tenu à la disposition des installations classées.  <b>9.2.1.2.2 Contrôles annuels</b> L'exploitant fait effectuer, par un organisme agréé, les contrôles annuels sur les rejets des émissaires de l'établissement selon le planning indiqué en annexe 4 qui indique la nature des polluants à analyser par émissaire et par année. Ces mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les méthodes d'analyses utilisées sont des méthodes de référence normalisées. Lors des contrôles sur les rejets de la cheminée 1', l'organisme contrôlera séparément l'efficacité de chacun des deux dépoussiéreurs de l'atelier fusion afin de vérifier l'efficacité des deux systèmes de traitement. L'exploitant doit proposer à l'inspection des installations classées avant le 30/03/2013 un planning de contrôle de ses rejets atmosphériques (fréquences, et paramètres à analyser) basé sur les résultats obtenus et les conclusions de l'étude des effets sanitaires.  <b>Annexe 4 : liste des émissaires des autres installations (article 3.2.2)</b> Liste des conduits canalisés (localisés sur le plan R016) et planning des contrôles des rejets atmosphériques Cheminées principales du site en dehors de celles des installations de combustion (localisées sur le plan R016)

**Constats :**

L'exploitant informe oralement :

- le contrôle des rejets canalisés a été réalisé en 2017,
- suite à des travaux de mise en conformité, le contrôle des émissaires référencés 33, 5 + 14, 15, 16 et 12 a été réalisé en 2020 et 2021,
- l'établissement a depuis été placé en situation de redressement judiciaire. Cela a eu pour effet de mettre en pause le plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques,
- les cheminées et dépoussiéreurs sont identifiés sur le plan R016-13,
- un nouveau plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques est en cours d'élaboration,
- des travaux d'amélioration de la captation des fours à arc et du convertisseur AOD sont planifiés à l'été 2023 (voir le point de contrôle n°2),
- le contrôle des rejets atmosphériques est programmé en septembre 2023.

**-> Le dernier contrôle des rejets canalisés selon un plan d'autosurveillance a été réalisé en 2017. Suite à des mises en conformité, le contrôle des émissaires référencés 33, 5 + 14, 15, 16 et 12 a été réalisé en 2020 et 2021. Cependant, les contrôles annuels selon un planning ne sont plus réalisés. L'exploitant programme le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023.**

**-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 5 mois maximum, de :**

- communiquer le nouveau plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques,
- contrôler les rejets atmosphériques des rejets canalisés,
- communiquer les rapports de mesures associés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 5 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 3.1.6. Émissions diffuses</b></p> <p>L'exploitant doit identifier les postes principaux d'émissions diffuses générées par ses installations en particulier celles des activités et/ou équipements listés en annexe 2 sous un délai de 12 mois de manière quantitative ou qualitative selon les méthodologies existantes. Un échéancier des mesures à réaliser ou des actions correctives à envisager est joint à cette identification.</p> <p>L'exploitant doit réaliser et transmettre à l'inspection des installations classées une étude technico-économique de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, prenant en compte les caractéristiques techniques des installations concernées, pour capter et traiter, si nécessaire, en vue d'atteindre les niveaux d'émissions indiqués, les émissions gazeuses diffuses issues des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous 30 mois pour les chantiers MMP lors des opérations de moulage et lors des opérations de coulées, les niveaux d'émissions à atteindre sont les suivants : compris entre 5 et 20 mg/Nm3 en poussières et inférieur à 110 mg/Nm3 en COVNM,</li> <li>• sous 36 mois pour les chantiers B61 et A22 lors des opérations de moulage et lors des opérations de coulées, les niveaux d'émissions à atteindre sont les suivants : compris entre 5 et 20 mg/Nm3 en poussières et inférieur à 110 mg/Nm3 en COVNM,</li> </ul> <p>Si cette étude conclut à la faisabilité des améliorations demandées, elle est accompagnée d'un échéancier de réalisation qui ne va pas au delà des délais suivants fixés à partir de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 ans pour les chantiers MMP,</li> <li>• 5 ans pour les chantiers B61 et A22.</li> </ul> <p>La captation des effluents atmosphériques issus des postes de « passage à la couche » à base de solvant (alcool isopropylique) localisés dans les ateliers suivants : atelier noyautage, chantiers B61 et A22 (moulage main) est à mettre en place sous 30 mois.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a identifié les points d'émissions diffuses (R-Dif1 à R-Dif15) dans le plan d'auto-surveillance des émissions atmosphériques (Réf. Entime 4417-006-001/Rév. D/06.06.17). Le planning de contrôle des émissions diffuses (tableau 11, p15) s'arrête au 1er trimestre 2018.</p> <p>Le dernier contrôle des émissions diffuses a été réalisé en mars 2018 (Réf. Entime 4801-006-010/Rév. A/12.03.18).</p> <p>L'exploitant informe oralement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'établissement a été placé en situation de redressement judiciaire. Cela a eu pour effet de mettre en pause le plan d'auto-surveillance des rejets atmosphériques,</li> <li>• un nouveau plan d'auto-surveillance des rejets atmosphériques est en cours d'élaboration,</li> <li>• le contrôle des rejets atmosphériques est programmé en septembre 2023,</li> <li>• un projet/étude visant à capter à la source les émissions diffuses liées aux ateliers de "passage à la source" est en cours. Au regard des capacités, une étude et un planning de réalisation peuvent être fournis vers septembre 2023.</li> </ul> <p>→ Le dernier planning de contrôle des postes d'émissions diffuses s'arrête au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Un échéancier des mesures à réaliser ou des actions correctives à envisager n'est pas défini. L'exploitant programme le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023.</p> <p>L'exploitant a initié un projet visant à capter à la source les émissions diffuses liées aux ateliers de "passage à la source".</p> <p>L'étude technico-économique de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques dispo-</p>

nibles pour capter et traiter, si nécessaire, en vue d'atteindre les niveaux d'émissions indiqués, les émissions gazeuses diffuses issues des ateliers MMP, B61 et A22 n'est pas réalisée.
<p>-&gt; L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 5 mois maximum</u>, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• communiquer le nouveau plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques,</li> <li>• si besoin, contrôler les rejets atmosphériques des postes d'émissions diffuses,</li> <li>• communiquer les rapports de mesures associés,</li> <li>• réaliser une étude de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles au niveau des ateliers MMP, B61 et A22,</li> <li>• un échéancier d'engagement global et détaillé visant à capter et traiter, si nécessaire, <u>sous 18 mois maximum</u>, en vue d'atteindre les niveaux d'émissions indiqués, les émissions gazeuses diffuses issues des ateliers MMP, B61 et A22.</li> </ul>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

#### N° 7 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.71
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 1 tonne par an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, réalisé selon les guides en vigueur et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan de gestion est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe oralement : le plan de gestion de solvants est actualisé chaque année et disponible.</p> <p>-&gt; L'inspection demande à l'exploitant, <u>sous 30 jours maximum</u>, de compléter ses déclarations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• communiquer le dernier plan de gestion de solvants.</li> </ul>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude des effets sanitaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 3.2.6. étude des effets sanitaires</b></p> <p>Une étude des effets sanitaires basée sur l'ensemble des émissions de l'établissement (émissions canalisées et diffuses) doit être remise à l'inspection des installations classées (en deux exemplaires) sous six mois. Cette étude doit prendre en compte le scénario de risque chronique par exposition indirecte (via la chaîne alimentaire). Si besoin les valeurs limites indiquées aux articles 3.2.4 et 3.2.5 sont complétées et/ou actualisées.</p> <p>Une analyse des retombées de poussières à l'extérieur du site doit être réalisée par un organisme compétent sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. La localisation des points de mesure doit être définie et justifiée sur la base de l'étude des effets sanitaires, de la rose des vents... Les mesures doivent être réalisées dans des conditions d'exploitation normales de l'établissement (fonctionnement des fours à arcs électriques, convertisseur AOD, ateliers de centrifugation, d'ébarbage...). L'exploitant transmet un mémoire à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un plan de localisation des points de mesure et une justification du choix retenu,</li> <li>• des justificatifs du fonctionnement des installations lors des mesures,</li> <li>• les résultats et leur interprétation notamment par rapport aux données de l'étude des effets sanitaires.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>-&gt; <b>La société Manoir Pîtres a réalisé des évaluations des risques sanitaires sur la base des mesures des rejets atmosphériques. La dernière a été actualisée le 2 octobre 2018 (version 5.0-18). Elle montre le respect des seuils sanitaires, mais avec une marge assez faible.</b></p> <p>-&gt; <b>Des travaux de mise en conformité des émissaires référencés 33, 5 + 14, 15, 16 et 12 ont été réalisés en 2020 et 2021.</b></p> <p>La synthèse des résultats de métaux et dioxines/furanes dans les retombées atmosphériques par Atmo Normandie pour l'année 2022 a montré des dépassements en Chrome (52,4 µg/m2/jour) et Nickel (71,8 µg/m2/jour) au-dessus du percentile 95 régional au niveau de l'enceinte de Manoir Pitres (voir le point de contrôle n°1).</p> <p>Depuis, des travaux de réfection des dépoussiéreurs associés à la cheminée 1' ont été réalisés en 2022.</p> <p>Des travaux visant à améliorer la captation des fours à arc et du convertisseur AOD sont planifiés au cours de l'été 2023.</p> <p>Une campagne de contrôle des rejets atmosphériques est planifiée en septembre 2023.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>-&gt; <b>Au regard des conclusions de la précédente évaluation des risques sanitaires (ERS) montrant le respect des seuils sanitaires avec une marge assez faible et des travaux de mise en conformité réalisés, l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser l'ERS au cours de l'année 2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Mise à jour de l'étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 1.7.2 et 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour de l'étude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 1.7.2 de l'AP du 06/01/2011</b> L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante des installations (produits procédés mis en œuvre , mode d'exploitation ....) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées. Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. Une étude de danger mise à jour est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 36 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Une proposition d'échéancier de mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques est jointe à celle-ci.  <b>Article 7.4.1 de l'AP du 06/01/2011</b> L'exploitant rédige une liste de mesures de maîtrise des risques identifiés dans l'étude de dangers (dans le délai défini à l'article 1.7.2) et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon les procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.
<b>Constats :</b> <b>-&gt; L'étude de dangers a été actualisée en mars 2016 (Réf. dossier Socotec FAD 3835 version 2 du 3 mars 2016). Le SDIS 27 a émis un avis sur cette étude de dangers le 30 mai 2016.</b> L'exploitant informe oralement : <ul style="list-style-type: none"><li>• un nouveau dossier d'autorisation, lié au projet "Poudres", devait intégrer une nouvelle étude de dangers (Réf. Courrier Manoir Pîtres HSE 2017-08-LL du 7/07/2017). Ce projet n'est pas abandonné,</li><li>• des réflexions portant sur la mise à jour des scénarios de l'étude de dangers ont été engagées, notamment au regard des incidents du 25/07/18 et 27/07/21 (Réf. MIP-SEC-FOR-022 Analyse d'accident PAG sur Machine H) qui ont affecté des ateliers de fusion de métal,</li><li>• un alternant travaille sur la définition d'un plan de gestion des situations d'urgence (PGSU). Le PGSU intègre de nouveaux scénarios, la mise en place et la formation d'une équipe de seconde intervention (ESI) ... Le PGSU sera disponible en septembre 2023. Le PGSU constituera un document d'entrée pour le prestataire de service en charge de la mise à jour de l'étude de dangers. L'étude de dangers actualisée devrait être disponible à compter de la fin décembre 2023.</li></ul>
<b>Observations :</b> <b>-&gt; Au regard de l'avis du SDIS 27 et de la mise en place d'un plan de gestion des situations d'urgence (PGSU) tenant compte des derniers incidents, présentant de nouveaux scénarios et constituant une donnée d'entrée de l'étude de dangers, l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser l'étude de dangers (comprenant les scénarios, les conclusions, les mesures de maîtrise des risques envisagées, le registre de maintenance et de vérification ...) pour le début de l'année 2024.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Ressources en eau et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 7.6.4. Ressources en eau et mousse</b></p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>3 poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS.61.213) piqués par canalisation assurant un débit unitaire minimum de 1000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS.62.200) placés à moins de 200 mètres des bâtiments par des chemins praticables. Ces hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.</li> </ul> <p>Un débit minimal total simultané de 180 m3/heure disponible pendant deux heures doit être assuré.</p> <p>Le réseau incendie de l'établissement est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>En cas d'impossibilité d'assurer les débits minimaux susmentionnés, l'exploitant doit disposer d'une ou de réserves d'eaux d'un volume total de 360 m3 présentant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>3 plates-formes d'utilisation offrant chacune une superficie de 32 m<sup>2</sup> (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée de 3 engins de sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à ces plates-formes doit être assuré par une voie engin de 3 mètres de large, stationnement exclu.</li> <li>ce point d'eau doit être accessible en toute circonstance, clôturé et muni d'un portillon d'accès</li> <li>il doit être signalé et curé périodiquement</li> <li>la hauteur d'aspiration doit être inférieure à 6 mètres</li> <li>le volume d'eau contenu dans cette réserve doit rester constant en toute saison.</li> </ul> <p>L'établissement doit également disposer des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. En outre, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 20 m (règle R 4 des APSAD),</li> <li>des robinets d'incendie armés de 40 mm doivent être installés conformément aux normes françaises S61.201 (règle R5 des APSAD),</li> <li>des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles sont disponibles;</li> </ul> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention (règle R8 des APSAD).</p> <p>Les moyens d'intervention indiqués ci-dessus sont renforcés, si nécessaire, suite aux conclusions de l'étude des dangers actualisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe oralement : les ressources en eau ne sont pas connues. Une campagne de mesurage est en cours. Une étude sur les capacités en eau sera disponible fin 2023. Elle permettra de budgéter les travaux sur 2024.</p> <p><b>-&gt; L'exploitant n'a pas connaissance des capacités en eau d'extinction. Une campagne de mesurage est en cours. L'exploitant programme une étude sur les capacités en eau laquelle sera</b></p>

disponible fin 2023 et permettra de budgéter les travaux à réaliser sur 2024.
<p>-&gt; L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 8 mois maximum</u>, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• procéder aux mesures et étudier les capacités en eau d'extinction incendie,</li> <li>• communiquer un échéancier d'engagement global et détaillé visant à disposer des moyens de lutte contre un incendie <u>sous 18 mois maximum</u>, si nécessaire renforcés suite aux conclusions de l'étude de dangers (voir le point de contrôle n°9).</li> </ul>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois